

**UN BIBLIOTHECAIRE
EN MAL DE LIVRES ALGERIENS****Bernard JANICOT**

C'est comme responsable d'un Centre Documentation en Sciences Sociales que l'on m'a invité à prendre la parole. Le Centre que je dirige, CDES, est spécialisé en Sciences Sociales : économie, sociologie, droit, histoire, philosophie, psychologie, sciences de la communication et sciences politiques. Il possède 30 000 ouvrages dont un tiers environ en langue arabe, et il accueille un peu moins de 3000 abonnés, tous universitaires de la première année, jusqu'aux magistrants et doctorants (environ 300) et 300 enseignants environ.

Mon rôle est donc d'être au service de la lecture publique, et plus précisément d'être comme une interface entre la demande tacite ou exprimée par les lectures, et l'offre de livres sur le marché algérien ou extérieur. La demande est donc de type « livres ou revues universitaires », ce qui signifie pour moi pas seulement des ouvrages rédigés par des universitaires, mais aussi de ouvrages répondant à des critères universitaires, de vérification de l'information, de sérieux et de mise à jour du contenu...

Ma question dès lors est simple ; elle peut se formuler comme suit : Comment un homme comme moi peut-il se procurer les ouvrages correspondants à ce que les étudiants ou enseignants recherchent, à ce droit ils ont besoin pour un exposé, un mémoire, une thèse, ou pour préparer un cours.

ET ceci aussi bien en langue arabe qu'en langue française (j'ai pour le moment exclu les ouvrages en anglais...)

La question est simple ; la réponse l'est moins.

Je vais distinguer les ouvrages en arabe de ceux en français. ET Je ne parle là que d'une expérience bien précise, celle que j'ai à Oran, dans le cadre du CDES. Je ne veux pas généraliser.

Pour l'arabe : en ce qui nous concerne, l'essentiel de nos achats (plus de 80 %) se fait à l'occasion du Salon International du Livre d'Alger ou chez tel ou tel importateur (principalement sur Alger), Salon qui, même s'il n'est pas parfait, a le mérite d'exister et d'amener sur le marché des livres universitaires des pays du Machrek. Cela n'est pas sans poser des problèmes ; programmes différents, contenus essentiellement axés sur le Moyen Orient ou les pays du Golfe... Cela n'est pas trop grave quand il s'agit

de livres du type «statistiques» ou «programmation linéaire». Par contre, cela devient un très gros problème en droit (systèmes juridiques très différents) ou en sciences politiques (les exemples sont tous tirés de la réalité du Moyen Orient), ou encore en comptabilité.

Le reste des achats est effectué au coup par coup dans les librairies d'Oran... et là, pour dire franchement, c'est un peu le parcours du combattant. Je résume en quatre mots : extrême dispersion (on apprend par le bouche à oreille que tel livre est disponible à tel endroit ; le temps qu'on y aille, il n'existe souvent plus...), très peu de choix de titres (en droit, un peu ; en histoire, un peu, à condition d'y inclure les témoignages, pas toujours historiquement très solides..., mais allez donc chercher des livres algériens de finances ou de gestion, en langue arabe... ils sont très rares et quasi introuvables, du moins à Oran).Cela revient à dire qu'il est impossible d'envisager de «couvrir»le champ d'une matière en utilisant uniquement les livres produits et trouvés sur place. Ne parlons même pas des étudiants en magistère ou en doctorat.

Pour la langue française, ma source principale est en France, à travers un libraire qui me sert de regrouper et qui m'envoie les ouvrages. Ça coûte cher, ce n'est pas très rapide, mais guère d'autres solutions. Les contacts avec les importateurs algériens n'ont pas donné beaucoup de résultats jusqu'à présent. Question de prix et de qualité.

Comme pour les ouvrages en arabe, restant ensuite le SILA (mais peu de choix et prix excessif) et les librairies locales. ET c'est le même parcours du combattant que pour l'arabe.

Quant aux revues universitaires algériennes réellement «scientifiques», mieux vaut ne pas en parler, ce qui oblige là encore à passer par le biais de revues arabophones (mais on ne fait pas franchement mieux ailleurs, au dire de mes collègues arabophones) ou francophones venant de l'étranger.

Mon regard est assez critique, je le sais, même si quelques avancées ont été faites ces dernières années : sites Web de quelques éditeurs... ; ouverture ou reprise de nouvelles librairies, mais tout de même, pour mettre un note d'humour, à quand des librairies aussi belles et accueillantes que les pizzerias ou les magasins de vêtement, qui donnent envie d'y entrer, d'y rester un moment, d'y fouiner ?

Mes doléances ou mes questions :

Que faire pour encourager la production universitaire algérienne ? comment rémunérer sérieusement les auteurs ? Ce n'est pas eux à payer pour être publiés ! Faut-il mettre en place des conseils, des comités scientifiques ? Ce n'est pas à moi bien sûr à résoudre la question, mais le sentiment du manque est évident, et aussi le sentiment qu'il y aurait peut-être maintenant l'ébauche d'une possibilité de faire écrire des ouvrages par des gens compétents. Un exemple qui touche à mon domaine, combien existe-t-il d'ouvrages récents sur l'économie ou la sociologie de l'Algérie, écrits par des algériens, et publiés par des éditeurs algériens ? la même question peut se poser pour les banques, les assurances..

- Comment aider à la publication, en Algérie, des thèses soutenues ?
- Que faire pour encourager les revues algériennes de niveau universitaire ?
- Comment aider les libraires, souvent démunis, à être mieux achalandés, d'une part à connaître et à faire les nouveautés, d'autre part ?

Bernard JANICOT
DIRECTEUR CDES-ORAN